

Fiche de révision 3.1 – Les mécanismes économiques et sociologiques fondamentaux (1-3) :

Chapitre 1 :

Question 1. Comment le facteur travail contribue-t-il à la croissance économique ?

D'une part, l'augmentation de la _____ de travail permet la croissance _____ en augmentant la quantité de facteurs de production. En effet, si le _____ de travailleurs dans une unité de production augmente toutes choses égales par ailleurs, une entreprise peut _____ plus. Par exemple, avec deux livreurs, une entreprise de pizzas peut _____ le nombre de pizzas qu'elle peut livrer.

D'autre part, l'amélioration de la _____ du travail permet la croissance _____ en augmentant le capital _____ et en augmentant ainsi la _____. En effet, si la qualité du travail augmente, cela signifie notamment que la _____ des salariés est plus importante. Par conséquent, en une heure de travail, ils sont plus _____, c'est-à-dire qu'ils sont capables de produire plus de _____ pour un _____ inférieur. Par exemple, si les salariés d'une manufacture d'épingles se spécialisent chacun dans une _____ précise (division du travail selon _____), alors la production totale de cette manufacture augmente.

Question 2. Expliquez la corrélation positive entre le taux d'investissement et le taux de croissance économique en volume.

L'investissement augmente en même temps qu'a lieu la croissance économique car l'investissement permet d'augmenter _____. En effet, lorsqu'une entreprise achète du _____, elle augmente ses _____ de production et peut donc produire _____.

Question 3. Pourquoi l'accumulation de capital physique permet-elle d'obtenir de la croissance économique ?

L'accumulation de capital physique permet d'obtenir de la croissance économique _____ car elle permet d'augmenter les _____ de facteurs de production. En effet, lorsqu'une unité de production décide de réaliser un investissement de _____ (sans affecter ainsi la productivité du processus de production), elle peut compenser l'usure du _____ ancien et, si l'investissement est suffisamment grand, _____ ainsi la quantité de moyens de production durables disponibles. Par conséquent, elle peut augmenter les quantités _____ et donc créer de la _____. Par exemple, on constate en France que les périodes de forte augmentation de l'investissement correspondent aux périodes de forte augmentation de la _____, comme ce fut le cas par exemple entre 1997 et 2000 ou entre 2003 et 2007.

Question 4. Pourquoi les gains de productivité sont-ils source de croissance économique ?

Les gains de productivité créent de la croissance économique car ils sont le signe d'une hausse de l'_____ de la _____. En effet, quand un agent économique est plus _____, et donc plus _____, cela signifie qu'il peut produire _____ pour un temps de _____ identique ou inférieur et donc pour un _____ identique ou inférieur. Par conséquent, s'il y a des gains de productivité, il y a plus de _____, et donc de la croissance économique.

Question 5. Comment les innovations technologiques génèrent-elles des gains de productivité ?

Les innovations technologiques génèrent des gains de productivité en modifiant le _____. En effet, une innovation de _____, en appliquant une invention pour modifier le _____ utilisé par l'entreprise pour produire, va permettre de produire _____ pour un coût _____.

Question 6. Montrez que l'innovation peut agir à la fois sur l'offre et la demande de biens et de services.

L'innovation peut agir à la fois sur l'offre et la demande en générant des _____.

En effet, si l'entreprise réalise des gains de productivité, elle peut d'une part, par définition, augmenter sa _____ et donc directement augmenter _____ mais elle peut aussi augmenter ses _____, et donc réaliser des _____ qui vont permettre d'augmenter indirectement _____ de biens et services ; et elle peut d'autre part augmenter les _____ et réduire ses _____, ce qui va permettre d'augmenter _____ de biens et services.

Question 7. Pourquoi l'éducation est-elle favorable à la croissance économique ?

L'éducation est source de croissance économique car elle permet les _____. En effet, si un individu obtient un niveau de _____ plus élevé, cela signifie qu'il a augmenté son _____. Par conséquent, il disposera de plus de _____ qui lui permettront d'être plus _____ dans sa _____. Cette augmentation de l'_____ signifie qu'il y a des _____ et donc que l'on peut produire _____ pour un même coût. Il y a donc bien de la _____.

Chapitre 2 :

Question 1. Pourquoi la croissance peut-elle être néfaste au développement durable ?

La croissance peut être défavorable au développement durable lorsqu'elle conduit à des externalités _____ sur l'_____. En effet, les sources de la croissance moderne ont été l'accumulation de _____ et le changement _____. Ces techniques ont permis d'augmenter la _____ mais ont dans le même temps conduit à des effets _____ sur l'_____ qui n'entraînaient pas de _____ financières pour leurs _____. Par conséquent, le développement peut devenir non durable suite à la croissance économique qui _____ le _____ pourtant nécessaire au _____ des _____ futures.

Question 2. Montrez que le PIB ne permet pas de mesurer la soutenabilité de la croissance.

Le PIB ne permet pas de mesurer la _____ de la croissance car il est aveugle (indifférent) à la dimension _____ de la production. En effet, le Produit intérieur brut est l'agrégat de mesure de toutes les _____ légales (marchandes et non marchandes) effectuées par les unités productives _____. D'une part, le PIB additionne toutes les productions, qu'elles soient _____ ou nuisibles à l'_____. Par conséquent, il ne tient pas compte du caractère soutenable de la production, c'est-à-dire si les activités humaines d'aujourd'hui ne remettent pas en cause celles des _____ en termes de préservation des écosystèmes, d'un degré acceptable d'inégalités et de la possibilité de continuer à produire suffisamment pour répondre aux _____. Par exemple, la production agricole de légumes a la même VA dans le PIB qu'elle soit le fait d'une production intensive utilisant engrais, pesticides et fongicides ou dans un cadre Bio. D'autre part, le PIB ne retranche pas les nuisances (_____) occasionnées par la production de B&S. Par exemple, la production de papier d'une industrie papetière fait _____ le PIB mais la pollution de l'eau, la destruction éventuelle de forêts occasionnées ne sont pas _____.

Question 3. Comment la taxation permet-elle d'agir sur la préservation de l'environnement ?

La taxation permet la préservation de l'environnement en modifiant les _____. En effet, puisque la taxation désigne un système de modification des _____ qui s'applique automatiquement dès qu'un _____ (jugé « négatif » dans le cas des politiques environnementales) est réalisé par un agent économique, en mettant en place une taxation, on augmente le _____ du comportement _____ (= relativement, on augmente les avantages du comportement non polluant). L'individu _____ va alors être _____ à adopter un comportement non polluant puisque le _____ coût/avantage du comportement non polluant est plus intéressant que le _____ coût/avantage du comportement polluant. Comme les individus changent de _____, on augmente les chances de préserver l'environnement en _____ la _____. Par exemple, la mise en place d'une taxe carbone incite les individus à utiliser des _____ qui émettent moins de _____ et donc à préserver l'environnement.

Question 4. Expliquez le fonctionnement d'un marché des quotas d'émission.

Les pouvoirs publics peuvent fixer des quotas d'émissions de _____ (GES) à certains _____, généralement des industries très polluantes (papetiers, cimentiers, électriciens...). Les quotas sont des quantités _____ fixées ex ante et distribués (gratuitement ou aux enchères) aux industries concernées proportionnellement à leur activité. Chaque quota correspond à une tonne d'émission de GES.

Si l'entreprise émet plus de GES que ses quotas, elle doit en _____ sur le marché. Si elle en émet moins, elle peut _____ ses quotas sur le marché. Ainsi, le _____ du quota dépend des quantités offertes et demandées sur le marché. Si l'offre de quotas est supérieure à la demande, le prix du quota _____, et inversement. Plus le prix du quota est élevé, plus l'incitation à _____ émettre de GES, en investissant dans des processus de production moins _____, est forte. Ceci est le cas parce que le prix du quota a de plus en plus de chances d'être _____ au coût marginal de _____ pour l'entreprise.

Par exemple : il existe un marché carbone dans l'Union Européenne. Si le prix du quota est faible, une industrie cimentière du Nord peut préférer continuer de polluer et _____ des quotas sur le marché plutôt que d'investir dans son usine pour _____ car cela lui coûterait plus _____.

Question 5. Dans quelle mesure la réglementation permet-elle de lutter contre les émissions de gaz à effet de serre ?

Avec la réglementation, on _____ certains comportements sanctionnés par une _____. Grâce à elles, l'_____ économique des pollueurs change : le coût de produire sans polluer devient _____ au coût de produire en polluant. Il y a donc une _____ à moins polluer.

Mais la réglementation ne fonctionne que sur les _____ pollueurs. Elle ne s'applique en effet qu'aux entreprises qui _____ la limite de pollution et pas à l'ensemble des entreprises polluantes. De plus, elle peut inciter les entreprises à _____ pour déclarer des émissions de pollution inférieures à la réalité.

Chapitre 3 :

Question 1. Quelles sont les différences entre les deux formes de solidarité sociale mises en évidence par Durkheim ?

Pour Durkheim, la solidarité désigne l'existence d'une _____. Celle-ci peut prendre deux formes, la solidarité _____ et la solidarité _____. Il y a d'abord entre les deux une différence dans le _____ entre les individus : ce sont de mêmes _____ et _____ dans la SM (les individus cohabitent pacifiquement car ils se _____), et la _____ du _____ dans la SO (les individus cohabitent pacifiquement car ils ont _____ les uns des autres). Il y a ensuite une différence dans la _____ de la société dans ces

deux modèles : _____ dans la SM, _____ dans la SO. Ensuite, on observe une différence dans le _____ des individus : ils défendent le _____ dans la SM, et l' _____ dans la SO. Enfin, la dernière différence s'observe dans le _____ qui règne dans la société : c'est un droit _____ dans la SM puisque l'on tolère _____ les différences de normes et de valeurs, et un droit _____ dans la SO.

Question 2. Quels sont les signes d'une montée de l'individualisme dans la société française ?

La montée de l'individualisme, synonyme d'une _____ particulière des _____ et des _____ des individus avec un rejet croissant des _____ classiques, s'observe de différentes manières. Dans la sphère privée, l'individualisme s'observe avec le _____ des liens entre les différents membres de la _____ et la plus grande recherche de _____ de chacun. Dans la sphère du _____, il s'observe avec le moindre attachement des salariés au _____ de _____ et par la défense de leurs intérêts _____ plutôt que des intérêts _____. Enfin, dans la sphère publique, il s'observe avec le _____ pour les affaires publiques, comme le montre l' _____, et le _____ sur les affaires privées.

Question 3. Montrez que, dans les sociétés individualistes, la solidarité ne faiblit pas.

Une société individualiste n'est pas une société sans solidarité, notamment au sens de Durkheim. En effet, la solidarité signifie moins en sociologie l' _____ que la _____, c'est-à-dire la situation dans laquelle les individus _____ et _____ les mêmes modes de vie en _____. Par conséquent, une société individualiste est une société où chacun cherche son propre _____, mais a dans le même temps _____ des autres, puisque les sociétés individualistes sont aussi celles où la _____ du _____ est importante. C'est ce que Durkheim résume sous le nom de solidarité _____. Par exemple, la France est bien une société individualiste sans pour autant que la cohésion sociale soit remise en question aujourd'hui (le niveau de sécurité en France est à un de ses plus bas historiques).

Question 4. En quoi l'évolution récente de la famille entraîne-t-elle un relâchement du lien social ?

L'évolution récente de la famille conduit à un relâchement du lien social car les individus ne sont désormais pas tous _____ de la même manière. En effet, avec le recul des _____, la montée des _____, et l'augmentation des familles _____ et _____, il y a désormais moins d'enfants qui sont _____ tout au long de leur jeunesse par les _____ deux parents. Les différents individus composant la société française apprennent donc des _____ et des _____ différentes selon leur _____ situation familiale, ce qui réduit leurs _____ et donc réduit la _____ sociale.

Question 5. En quoi le travail permet-il l'apprentissage de la vie sociale et la constitution des identités ?

Le travail permet l'apprentissage de la vie sociale et la constitution des identités car il joue un rôle important dans la _____ des individus. En effet, par le travail, les individus apprennent différentes _____ et _____ permettant _____ sociale : ils apprennent des _____ de comportement permettant la vie en collectivité, et se voient assignés différents _____ qui vont donc définir leur _____, pour eux-mêmes et pour leurs collègues.

Fiche de révision 3.2 – Les mécanismes économiques et sociologiques fondamentaux (4-6) :

Chapitre 4 :

Question 1. Quels sont les signes du déclin de la classe ouvrière ? (utile aussi pour chapitre 8)

On constate un déclin de la classe ouvrière en tant que classe _____ et que classe _____. En effet, avec la _____ de l'économie et la _____ sociale, synonyme de baisse des _____, les ouvriers sont désormais moins _____ dans la société française et ont un _____ et un _____ de vie plus proche de celui des _____ que par le passé. Dans le même temps, la _____ de _____ ouvrière s'est réduite, comme en atteste le déclin des conflits _____ du travail (la _____ notamment) et du _____.

Question 2. Expliquez pourquoi le développement de l'individualisme a pu nuire à l'engagement syndical.

Le développement de l'individualisme a pu nuire à l'engagement syndical car les nouvelles _____ et _____ propres à l'individualisme font que les individus adoptent de _____. En effet, lorsqu'un individu est surtout attaché à sa _____ et à son _____ personnel, il aura plus de chances de préférer « _____ une situation _____ plutôt que de « _____ »(selon la typologie de _____) et ce d'autant plus que cette prise de parole est dans un cadre _____ fort avec le _____ ; et il aura également plus de chances de se comporter en « _____ »(selon _____) pour profiter des _____ de la mobilisation sans avoir à en payer le « _____ » (en temps et en argent).

Question 3. Comment la montée de l'individualisme peut-elle expliquer les évolutions des conflits du travail ?

La montée de l'individualisme peut expliquer les évolutions des conflits du travail parce que les nouvelles _____ et _____ propres à l'individualisme font que les individus adoptent de _____. D'un côté, lorsqu'un individu est surtout attaché à sa _____ et à son _____ personnel, il a _____ de chances de participer à des mouvements sociaux « _____ » et qui demandent une forte _____ comme des _____ longues. D'un autre côté, il a _____ de chances de participer à des mouvements sociaux peu « _____ » et qui permettent malgré tout d'agir en faveur de son _____, comme des _____ courtes ou perlées.

Question 4. Quels sont les domaines d'action des « nouveaux » mouvements sociaux ?

Contrairement aux conflits « _____ » liés au monde du _____ et aux luttes sur la _____ des richesses, les « _____ » mouvements sociaux ont pour domaine principal la vie _____ et _____ avec des luttes centrées sur la recherche de l'_____ et de la _____ individuelle, et sur la défense des _____ (différentes des identités de classe).

Question 5. Expliquez la phrase suivante : « Alors que la société industrielle était bâtie autour du conflit industriel et de l'organisation du travail, la société postindustrielle est construite sur un conflit portant sur les fins de la production et la culture ».

Le passage d'une société industrielle à une société postindustrielle s'est traduit par un changement dans le conflit social _____ . En effet, selon _____ , les individus dans la société _____ (1880-1960) avaient pour préoccupation première d'être capables de _____ plus pour « vivre bien ». Par conséquent, les conflits portaient essentiellement sur la manière de _____ et la manière de _____ les _____ produites. Dans une société _____ (depuis 1960), où _____ de richesses sont produites, la préoccupation principale devient désormais d'être capable de « _____ vivre ». Par conséquent, les conflits portent essentiellement sur la _____ de ce qui est produit (les « fins » de la production) et sur l'usage du _____ et de la _____ .

Question 6. Démontrez par deux arguments que les conflits sociaux peuvent être considérés comme un facteur de cohésion sociale.

Les conflits sociaux sont des _____ d'individus pendant lesquels deux groupes s'opposent par le biais de _____ sociaux sur une _____ de société.

D'une part, les conflits sociaux permettent la cohésion sociale par leur rôle _____. En effet, les individus qui luttent ensemble se socialisent les uns les autres, c'est-à-dire qu'ils _____ des _____ et des _____ communes. Par conséquent, ils forment un groupe social _____ et donc qui est caractérisé par de la cohésion sociale (solidarité _____ dirait Durkheim). C'est le cas par exemple des Femmes qui développent des normes et des valeurs communes sur la place de la femme en société et l'usage du corps en politique.

D'autre part, les conflits sociaux permettent la cohésion sociale par leur rôle de _____ sociale. En effet, les conflits sociaux conduisent à ouvrir des _____ entre les parties. Par le dialogue, des échanges de normes et de valeurs se font entre les groupes sociaux, ce qui rend possible un _____ entre les groupes en opposition. Par conséquent, une cohésion sociale devient possible _____ au conflit préalable. Par exemple, le fait de faire grève force _____ et _____ à se mettre autour de la table pour se mettre d'accord sur le fonctionnement normal de _____ .

Chapitre 5 :

Question 1. Existe-t-il un lien entre l'insertion dans le commerce international et la croissance économique ? Justifiez votre réponse.

On constate une corrélation _____ entre l'augmentation de la _____ et l'insertion d'un pays dans le commerce international. En effet, comme l'expliquent _____ et _____ , un pays qui commence à faire du commerce international a intérêt à se _____ , ce qui lui permet d'obtenir des _____ de _____ , et donc d'être capable de _____ pour un _____ inférieur, ce qui est d'autant plus nécessaire que la _____ totale adressée au pays a augmenté avec l'ouverture.

Question 2. Les importations sont-elles nécessairement destructrices d'emplois ?

Les importations peuvent détruire des emplois mais non nécessairement. En effet, d'un côté, si un pays importe certains produits, il pourra _____ sa _____ locale de ces produits, ce qui _____ donc des _____. D'un autre côté, les importations peuvent permettre aux _____ de réduire le coût de leurs achats en _____ et en _____, et donc réduire leurs _____ de _____. La baisse des _____ qui peut en découler peut les conduire à augmenter leur _____ et donc à _____ des _____.

Question 3. Quels sont les avantages du commerce international pour les producteurs ?

Par le commerce international, les producteurs peuvent gagner en _____ - _____ et _____ - _____. En effet, en échangeant des _____ avec les autres pays dans le monde, une entreprise nationale peut cesser de _____ certains biens et services pour se _____ dans ceux pour lesquels il propose le meilleur rapport qualité-prix (avantages _____) ou dans ceux où il est relativement le moins mauvais (avantages _____). En se spécialisant, elle peut améliorer la _____ de ses produits, ce qui constitue de la compétitivité _____ ; elle réalise également des _____ de _____, ce qui augmente sa _____ - _____. Celle-ci augmente également parce que les entreprises achètent désormais à l'_____ des produits à un meilleur rapport qualité-prix. En baissant ses _____ de _____, elle peut donc renforcer sa compétitivité-prix.

Question 4. Comment les dotations factorielles influencent-elles les choix de spécialisation des pays ?

Selon la _____ et la _____ des facteurs de production détenus par un pays, sa _____ va être différente car ses avantages _____ et _____ seront différents. En effet, pour un pays, lorsqu'un facteur de production est en abondance, il est relativement peu _____. Par conséquent, cela signifie que le pays dispose au moins d'un avantage _____ (comme le dit Ricardo) pour toutes les productions nécessitant de ce facteur de production puisqu'elle peut produire avec un meilleur _____ dans ces domaines que dans d'autres. Et comme un pays a intérêt à utiliser au mieux ses _____ de _____, il va se spécialiser là où il dispose d'un avantage _____. C'est ainsi que la _____ se spécialise dans les productions nécessitant beaucoup de travail peu qualifié qui se trouve en _____ dans le pays.

Question 5. Pour quelle raison peut-on décider de faire du protectionnisme lorsque le pays est peu développé ?

Il est dans l'intérêt pour un pays peu développé de _____ les importations afin de protéger les industries _____. En effet, une industrie _____ ne dispose pas de la meilleure _____ de production possible et est donc _____ facilement par les industries _____ déjà implantées. L'ouverture au commerce international empêcherait le nouveau secteur de se développer puisqu'il n'arriverait pas à _____. Il faut donc limiter _____ l'exposition du nouveau secteur au commerce international afin de permettre la maturation du secteur. C'est ce qu'on appelle le « protectionnisme _____ » (selon _____).

Question 6. Pourquoi peut-on dire que la plupart des pays en voie de développement sont marginalisés dans la nouvelle division internationale du travail ?

La plupart des pays en voie de développement sont marginalisés dans la nouvelle DIT car ils ont fait un « _____ » de spécialisation. En effet, nombre de ces pays se sont _____ dans des produits à _____, et donc à faible _____, ce qui se traduit pour eux par des _____ de l'échange désavantageux (selon _____) : leur _____ dans ces produits, même si elle leur permet d' _____, ne leur permet pas d'obtenir beaucoup de liquidités pour commercer avec l'étranger à leur avantage.

Chapitre 6 :

Question 1. Distinguez la compétitivité-prix de la compétitivité hors-prix.

Il existe deux types de compétitivité, c'est-à-dire de capacité à _____ et _____ plus. La compétitivité-prix renvoie à la capacité de produire et vendre plus suite à la baisse des _____ de _____ et ainsi des _____ à la vente. Assez logiquement, une baisse des _____ à qualité identique signifie une hausse de la _____, donc des ventes et de la _____. La compétitivité hors-prix renvoie à la capacité de produire et vendre plus suite à la _____ des produits et à la hausse de leur _____. Assez logiquement, une augmentation de la _____ des produits à prix identique signifie une hausse de la _____, donc des ventes et de la _____.

Question 2. Montrez que la recherche de la compétitivité-prix n'est pas la seule motivation des firmes transnationales.

Les FMN recherchent de la compétitivité-prix mais également de la compétitivité _____. En effet, les FMN ne recherchent pas seulement le _____ du _____ le plus _____ et un _____ niveau de _____ de ses employés (pour obtenir baisse des _____ de _____ et gains de _____) lorsqu'elles décident de la localisation de leurs IDE, mais également un environnement _____ stable et à fort potentiel de _____ (pour obtenir une demande stable et _____).

Question 3. Expliquez ce qu'est la décomposition internationale des processus de production.

La DIPP signifie que les différentes _____ d'un _____ de production sont réparties dans différents _____ sous l'action d'une FMN qui tire avantage des caractéristiques de ses différents _____ et de ses différents contrats. Il s'agit en effet pour une FMN d'implanter chaque partie de sa production dans un pays lui permettant d'obtenir le plus de _____ ou de _____. C'est par exemple pour cette raison que la fabrication des coques plastiques des téléphones portables a lieu dans les pays _____ tandis que la fabrication des programmes informatiques a lieu dans les pays _____.

Question 4. Quels sont les effets principaux d'une appréciation de la monnaie nationale sur les entreprises ?

L'augmentation de la valeur de la monnaie nationale a des effets _____ et _____ sur les entreprises. D'un côté, une monnaie forte augmente le prix des _____, ce qui réduit la _____ des entreprises et donc leur capacité à exporter, et elle réduit le prix des _____, ce qui augmente pour les entreprises nationales la _____ étrangère. Mais, d'un autre côté, la baisse du prix des _____ permet aux entreprises nationales de réduire leurs _____ de _____, et donc de pouvoir baisser les _____ nationaux et les _____ à l'exportation et regagner ainsi de la _____. De plus, la concurrence étrangère constitue une incitation pour les entreprises nationales à continuer d' _____, ce qui est bénéfique pour la _____ des entreprises nationales.

Fiche de révision 3.3 – Les mécanismes économiques et sociologiques fondamentaux (7-9) :

Chapitre 7 :

Question 1. Comment expliquer avec les théories de la mobilité la forte diminution de la catégorie des ouvriers dans la population active ?

La diminution de la part des ouvriers dans la population active est due aux mobilités _____ et _____. D'une part, la _____ de l'économie a _____ aux _____ d'ouvriers d'accéder à une autre _____ que celui de leurs _____ (mobilité _____). D'autre part, la _____ de l'école a rendu possible aux _____ d'ouvriers d'obtenir un niveau de _____ à celui de leurs _____ et à changer de _____ (mobilité _____).

Question 2. Montrez qu'une partie de la mobilité sociale peut s'expliquer par l'évolution de la structure socioprofessionnelle

La mobilité sociale est le changement de _____ des individus au cours de leur carrière (mobilité _____) ou par rapport à leurs parents (mobilité _____). Une partie de la mobilité sociale observée dans les tables de mobilité peut s'expliquer par le degré de fluidité sociale ou de mobilité nette, c'est-à-dire la capacité d'une société à offrir à tous les _____ chances d'accéder à n'importe quelle position quelle que soit son _____ sociale. Mais la mobilité provient aussi de l'évolution de la structure socioprofessionnelle, c'est-à-dire de l'évolution de la répartition des effectifs de la _____ dans l'emploi qu'on appelle mobilité _____. En effet, les transformations de l'appareil productif et les évolutions démographiques et sociales induisent une mobilité _____. Par exemple, la proportion d'agriculteurs est passée de 16 % de la population active dans la génération des pères à 4 % dans la génération des fils. De très nombreux fils d'agriculteurs ont dû inévitablement avoir pour _____ une autre profession qu'agriculteur. Inversement, si la proportion de cadres est bien plus élevée dans la génération des enfants que dans celle des parents, un certain nombre de cadres devront être _____ à l'extérieur du groupe des enfants de cadres, même si la fluidité sociale est totalement absente. L'évolution de la structure socioprofessionnelle est donc à l'origine d'une partie de la mobilité sociale.

Question 3. Comment expliquer l'influence du diplôme des parents sur la réussite scolaire des enfants ?

Le diplôme des parents influence la réussite scolaire car le _____ (que représentent les diplômes) des parents se _____ aux enfants et leur permet de réussir à l'école. En effet, selon _____, un fort niveau de _____ permet aux enfants qui en sont dotés d'avoir une _____ ainsi que des manières de _____ à l'école. La grande proximité entre la socialisation _____ et la socialisation _____ leur permet donc de réussir scolairement.

De plus, selon le diplôme des parents, l'appréciation par un enfant des _____ aux études n'est pas le même selon Boudon. En effet, plus les parents d'un élève ont un niveau de diplôme _____, plus il a _____ à faire des études longues pour espérer avoir un niveau de vie _____ à celui de ses parents. Par exemple, tandis qu'un enfant de cadres a besoin de réussir scolairement et d'avoir un niveau d'études au moins égal à baccalauréat +3 pour espérer fortement obtenir une même _____ que ses parents, un enfant d'ouvriers peut se contenter d'un niveau d'études plus faible.

Question 4. Pourquoi, à diplôme égal, l'accès aux professions supérieures ou intermédiaires dépend-il de l'origine sociale ?

L'origine sociale influence – à diplôme égal – l'accès aux professions supérieures ou intermédiaires en raison de la _____ sur le _____ du _____. En effet, lorsque l'_____ de travail qualifié est _____ à la _____ de travail qualifié, les employeurs décident de faire intervenir un critère _____ au diplôme pour choisir le candidat qu'ils embauchent. Ils pourront alors choisir leur candidat en fonction de son niveau de _____ (ce qu'on appelle communément le « _____ ») ou de son niveau de _____ (ses manières de _____ par exemple) souvent hérités de la _____.

Question 5. Expliquez le paradoxe d'Anderson.

Dans le Paradoxe d'Anderson, il est indiqué que l'obtention d'un niveau de _____ à celui de ses parents ne garantit pas une _____ sociale _____ à celle de ses parents. Ceci s'explique par l'écart qui existe entre l'élévation des niveaux de _____ dans la société française et l'élévation moins _____ des emplois les plus _____. Depuis 1962, on constate que l'_____ de travail qualifié augmente _____ que la _____ de travail qualifié tandis que l'_____ de travail peu qualifié diminue _____ que la _____ de travail peu qualifié. Par conséquent, sur le marché du travail, les individus _____ obtiennent des emplois _____ et donc peu valorisés.

Chapitre 8 :

Question 1. Comment peut-on caractériser le processus de moyennisation de la société française ?

Le processus de moyennisation défini par _____ renvoie aux phénomènes d'_____, d'_____, et de _____ de la structure de la population active. En effet, par la moyennisation, les _____ deviennent de plus en plus _____ au sein de la population, tout

comme les _____, et les métiers du _____ deviennent de plus en plus fréquents au détriment des métiers des secteurs _____.

Question 2. Comparez les théories de la stratification sociale de Marx et de Weber.

Les théories de Marx et de Weber ont des _____ et des _____. Tous deux étudient en effet la stratification sociale, c'est-à-dire la structuration de la société en différents _____ sociaux _____ entre eux. Tous deux parlent également de _____ sociales dont les individus sont caractérisés par une même place dans le _____ de _____ et un même niveau de _____. Cependant, tandis que Marx considère que la sphère _____ est prépondérante sur l'ensemble des activités sociales, Weber pense que la sphère _____ est en parallèle de la sphère sociale (où les groupes de _____ disposent d'un certain _____) et de la sphère politique (où les _____ disposent d'un certain _____). De plus, tandis que Marx pense que la société est profondément inégalitaire et _____, avec une tendance à la _____, Weber pense qu'elle est plus _____, et tend vers la _____.

Question 3. Quelles relations existent entre les inégalités de revenu et les inégalités de patrimoine ?

Les inégalités de revenu _____ les inégalités de patrimoine et, _____, les inégalités de patrimoine _____ les inégalités de revenu. En effet, les personnes disposant de _____ revenus ont une forte capacité à _____, ce qui augmente leur _____. En retour, un niveau _____ de _____ assure de _____ du capital. Les _____ entre les plus dotés et les moins dotés ont donc tendance à augmenter.

Question 4. Pourquoi peut-on dire que les inégalités économiques et sociales sont cumulatives ?

Les inégalités économiques et sociales sont cumulatives car les inégalités de _____ et de _____ ont des effets _____, et _____. En effet, lorsqu'un groupe d'individus dispose d'un _____ dans l'accès à un _____ niveau de _____, il devient alors difficile pour ce groupe de financer pleinement une _____ maladie, ce qui réduit donc l'_____ de _____, ou d'obtenir un logement dans un quartier _____ et de son école, ce qui _____ donc les chances de _____ scolaire de leurs enfants. Par la suite, les enfants défavorisés _____ risquent d'obtenir des emplois en moyenne moins _____, ce qui fait que l'inégalité _____ qu'ils ont subie se transforme en inégalité _____.

Question 5. Dans quelle mesure les travailleurs non qualifiés constituent-ils une classe sociale ?

Au sens de _____, les travailleurs non qualifiés constituent une _____ sans être une _____. En effet, les travailleurs non qualifiés partagent la même _____ dominée dans le _____ de _____ mais ne

disposent pas d'une _____ de _____ qui leur permet de se _____ aisément pour défendre leurs intérêts.

Chapitre 9 :

Question 1. Expliquez en quoi, pour les chefs d'entreprise, la demande est le déterminant principal des investissements ? (utile pour le cycle Juglar, Kitchin, les chocs et le cercle vicieux de la dépression).

La demande est le déterminant principal des investissements pour les chefs d'entreprise car c'est la perspective de _____ plus qui les incite à _____ plus. En effet, selon _____, ce n'est pas parce que le _____ du capital fixe est _____ que les entreprises vont en _____ mais d'abord et surtout quand ils ont besoin d'augmenter la _____ en réponse à une _____ de la _____.

Question 2. Comment la politique budgétaire peut-elle favoriser l'investissement des entreprises privées (et donc la croissance économique) ?

La politique budgétaire peut favoriser l'investissement des entreprises privées en agissant sur les _____ et les _____ par une _____ de _____. D'un côté, elle peut réduire les _____ ou augmenter les _____ des ménages, ce qui stimule la _____. D'un autre côté, elle peut accorder des _____ aux entreprises, ce qui stimule la _____. Enfin, elle peut créer un _____ (_____) par l'investissement public permettant la hausse des _____ et donc de la _____.

Question 3. Comment la politique monétaire peut-elle favoriser la croissance économique ?

La politique monétaire permet l'augmentation de la _____ en réduisant le _____. En effet, lorsque la _____ réduit le _____ du service de prêt aux banques _____, celles-ci peuvent plus facilement _____ à leurs clients sans risque de devenir _____. Il y aura donc plus de _____ accordés aux _____ et aux _____, qui pourront respectivement _____ et _____ plus. Par conséquent, il y aura une _____ de la production (mais un risque d'_____).

Fiche de révision 3.4 – Les mécanismes économiques et sociologiques fondamentaux (10-12) :

Chapitre 10 :

Question 1. Pourquoi le salaire minimum peut-il bloquer l'embauche des salariés les moins qualifiés ?

Le salaire minimum peut bloquer des salariés les moins qualifiés en décourageant la _____ de travail et en créant donc du _____. En effet, un _____ décide d'embaucher si la _____ du salarié est supérieure à ce qu'il _____. Dans le cas des peu qualifiés, le salaire minimum peut être _____ à leur _____, ce qui désincite les employeurs à _____. Le salaire minimum est ici un _____ qui empêche l'_____ des salaires à la _____ et donc la réduction du chômage _____.

Question 2. Pourquoi ne peut-on pas dire qu'il existe une seule offre de travail sur le marché et donc qu'il n'existe pas un seul marché du travail ?

Il n'existe pas une seule offre de travail car on assiste moins à un marché du travail unique qu'à une _____ du marché du travail. En effet, sur le marché du travail, il existe différents ensembles de salariés _____, aux _____ différentes. Les plus _____ sont en moyenne ceux que l'on retrouve dans les emplois les mieux _____ et les plus _____ (par le CDI notamment). Les _____ qualifiés sont en moyenne ceux que l'on retrouve dans les emplois les moins _____ et qui sont le plus concernés par les _____ d'emploi (CDD, intérim, _____).

Question 3. Quand existe-t-il du chômage « involontaire » ?

Il existe du chômage « involontaire » lorsque la _____ de biens et services est _____. En effet, le _____ du _____ n'est pas le seul déterminant dans le choix des entrepreneurs d'_____. Même si le _____ du _____ est _____, et même si les salariés acceptent un faible _____, les entreprises n'embauchent pas si elles pensent que la production _____ apportée par le salarié ne sera pas _____. Par conséquent, dès que la _____ de biens et services est _____, les entreprises refusent d'embaucher et il y a donc bien du chômage « involontaire ».

Question 4. Expliquez l'existence et les effets du salaire d'efficience sur le marché du travail.

Le salaire d'efficience signifie qu'un employeur paie un salarié au-dessus de sa _____, ce qui ne correspond pas au cas standard dans l'analyse _____.

Mettre en place un tel salaire découle des _____ d'information sur le marché du travail. Comme l'employeur ne connaît pas la productivité _____ de son salarié (sélection adverse) et ses _____ futurs (aléa moral), l'employeur fixe un tel salaire d'efficience pour augmenter ses _____ d'obtenir un salarié correspondant à ses attentes.

En mettant en place un tel salaire, les employeurs augmentent leurs chances de réduire leur turnover (les salariés _____ dans l'entreprise même si les conditions de travail sont _____), d'avoir des salariés qualifiés qui _____ pour le poste (auto-sélection), d'enclencher une logique de don-contre-don (les salariés font des efforts pour _____ leur employeur) et d'instituer une _____ crédible pour les salariés peu productifs (comme l'entreprise embauche

_____ puisqu'elle paie ses salariés à un salaire plus élevé, la menace de licenciement devient plus crédible pour les salariés qui font peu d'efforts).

Question 5. Pourquoi est-il utile d'allier des politiques de flexibilité et des politiques de formation pour réduire le chômage ?

Les politiques de flexibilité alliées aux politiques de formation permettent de réduire le chômage _____ en combinant leurs avantages respectifs. En effet, il existe du chômage structurel lorsqu'il existe un _____ long sur le marché du travail pour qu'il y ait un _____ entre les _____ et les _____ de travail. Par les politiques de flexibilité, comme le développement des _____, on peut raccourcir ce _____ de _____ et donc réduire le chômage _____. Mais cela peut être néfaste aux salariés, qui peuvent devenir moins _____, car moins _____ et donc plus soumis au risque de chômage _____. Pour éviter cet effet, on peut aller développer les formations, et donc l'accumulation de _____, qui favorise la _____ et la _____ des salariés et donc évite le risque de chômage _____.

Chapitre 11 :

Question 1. Distinguez logique d'assurance et logique d'assistance en matière de protection sociale.. (3 points)

L'assurance et l'assistance sont deux _____ de la protection sociale. La protection sociale est un système de solidarité permettant à un individu de faire face à la survenue de _____ sociaux. La protection sociale est obligatoire, solidaire et collective. Elle fait de la France un Etat-_____. Quelles sont les différences entre l'assurance et l'assistance ?

L'assurance et l'assistance répondent à deux modes de _____ différents. Dans la logique d'assurance, les individus versent des _____ sociales prélevées sur les revenus du travail sans condition de ressources, et perçoivent en retour des _____ sociales en cas de réalisation d'un risque social. Il faut donc cotiser pour être assuré, ce qui correspond généralement aux individus en _____. Les cotisations sociales représentent 65 % des ressources de la protection sociale. Dans la logique d'assistance, les individus paient des _____ et des taxes lorsqu'ils ont le revenu suffisant, donc sous condition de _____. Les prestations sociales ne sont pas contributives puisqu'il ne faut pas forcément _____ pour les recevoir. Les impôts et les taxes représentent 35 % des ressources de la protection sociale.

Par conséquent, l'assurance et l'assistance ne suivent pas la même logique. L'assurance répond à une logique de redistribution _____ tandis que l'assistance répond à une logique de redistribution _____. La logique horizontale (_____) ne contribue pas à diminuer les inégalités puisque la redistribution s'effectue proportionnellement aux cotisations versées et va de ceux qui ne _____ pas les risques sociaux à ceux qui les subissent (comme des non-malades vers les _____). En revanche, la logique verticale (assistance) contribue à réduire les _____ car la redistribution s'effectue des plus riches vers les plus pauvres.

De fait, l'assurance et l'assistance ne protègent pas contre les mêmes _____ sociaux. L'assurance permet de se protéger contre les risques de chômage, maladie, famille et de _____ par la distribution d'allocations (santé, familiales, _____) ou de pensions retraite. L'assistance, quant à elle, couvre les risques de _____, d'exclusion et des difficultés de logement grâce aux minima sociaux tels que le RSA ou la _____.

Question 2. En quoi les évolutions de la protection sociale au cours des années quatre-vingt-dix éloignent-elles celle-ci d'une logique d'assurance ?

Les évolutions de la protection sociale l'éloignent d'une logique d'assurance car elles tendent à construire une protection sociale fondée sur la logique d'_____. En effet, le système de protection sociale tend à abandonner ses caractéristiques _____ au profit de caractéristiques _____ : le financement se fait _____ par les _____ sociales payées par les _____ en _____ et _____ par les _____ payés par l'ensemble des _____, et les _____ sociales sont _____ des _____ sociales versées à ceux qui ont _____ et _____ des _____ versés aux plus _____.

Question 3. Quel effet ont les prestations sociales sur la pauvreté (et donc les inégalités) ? (croisé avec chapitre 3)

Les politiques de _____ de revenus ont pour effet de _____ la pauvreté de deux manières différentes. D'une part, en versant des _____ et des _____, les pouvoirs publics permettent d'augmenter le revenu _____ des ménages les plus _____, ce qui réduit leur risque de _____. D'autre part, les _____ ont pour effet _____ d'augmenter le revenu _____ des plus _____ parmi les _____, c'est-à-dire ceux qui n'ont jamais eu la chance d'avoir un _____ et de _____.

Question 4. Montrez en quoi la solidarité nationale permet de limiter le risque d'exclusion des personnes victimes du chômage. (croisé avec chapitre 10)

La solidarité nationale permet de limiter le risque d'exclusion des personnes victimes du chômage en brisant le _____ causé par la _____ d'emploi. En effet, selon Paugam et Castel, lorsqu'un individu _____ son emploi, il perd dans le même temps une _____ de _____ et la _____ qu'il avait avec ses collègues de travail. A ce titre, il risque de ne plus pouvoir _____ les _____ sociaux avec ses proches, et risque donc de subir un _____ d'exclusion. Afin d'éviter qu'un tel _____ ne se déclenche, les pouvoirs publics peuvent au moins assurer un revenu de _____ au _____, sous forme d'_____ sociales ou de _____ sociaux. Ainsi, le chômeur peut continuer à avoir une vie sociale jugée « _____ » par ses proches, et ne pas tomber dans l'_____.

Question 5. Quels sont les effets de la discrimination positive sur l'égalité ?

La discrimination positive conduit par définition à réduire l'égalité des _____ pour augmenter l'égalité des _____. En effet, une discrimination est une situation dans laquelle un individu est _____ d'un domaine en raison d'une _____ qui n'a aucun rapport _____ avec ce domaine (comme une femme moins payée qu'un homme à _____ et _____ égaux). La discrimination positive consiste alors à inverser cette tendance sociale en donnant des _____ légaux aux individus discriminés pour rétablir l'égalité des _____. L'exemple le plus classique est la _____ qui permet une autre voie d'accès aux IEP pour les élèves issus d'établissement scolaires en _____, ce qui constitue une inégalité de _____ pour créer de l'égalité des _____.

Chapitre 12 :

Question 1. Quels sont les avantages de l'euro pour les entreprises ?

La zone euro permet aux entreprises de gagner en _____ - _____ de deux manières différentes. D'une part, en instaurant une _____, la zone euro permet aux _____ de ne plus avoir à _____ leur monnaie, ce qui réduit le _____ du _____. D'autre part, par la _____, il est possible pour les _____ de comparer plus facilement les prix de leurs _____ et de leurs achats en _____, ce qui leur permet de réduire leurs dépenses. Dans les deux cas, les entreprises peuvent donc réduire leurs _____ de _____, ce qui est bien source de _____ - _____.

Question 2. Pour quelles raisons la lutte contre les déficits est-elle devenue une nécessité pour les pays de la zone euro ?

La lutte contre les déficits publics dans l'Union Européenne est une _____ des désavantages d'une Union Economique et Monétaire. D'une part, comme tous les pays de la zone euro partagent la même _____, il est important qu'aucun pays n'entrave sa bonne marche aux dépens des _____. Réduire l'influence de la _____, en luttant notamment contre les déficits publics, permet d'éviter que les politiques budgétaires _____ fassent trop augmenter l'_____ et empêchent donc la politique monétaire _____ de faire effet. D'autre part, comme tous les pays de la zone euro partagent la même _____, la lutte contre les déficits publics est une solution _____ contre les risques de _____ d'un pays. Comme la _____ d'un pays mettrait en danger les autres pays de la zone euro, par _____ des dettes, on préfère éviter cette _____ en réduisant les déficits publics le plus _____ possible.

Question 3. Quels peuvent être, pour la croissance économique, les risques liés à une hausse des prélèvements ? (lien aux politiques de rigueur en Europe)

Une hausse des prélèvements risque de _____ la croissance économique de deux manières différentes. D'une part, en _____ les impôts prélevés sur les _____, les pouvoirs publics risquent de réduire la _____ totale dans le pays. D'une part, en _____ les impôts prélevés sur les _____, les pouvoirs publics risquent de réduire l'_____ total dans le pays. Par conséquent, la baisse de la demande concomitante à celle des capacités de production peut conduire les entreprises à réduire leur _____, et donc bien à mettre en danger la _____ du pays.

Question 4. Pourquoi la politique monétaire européenne conduit-elle à des taux d'intérêts réels différents entre pays de la zone euro ?

La politique monétaire européenne conduit à des taux d'intérêts réels _____ entre pays de la zone euro car elle ne tient pas compte des _____ de taux d'_____ entre les pays de la zone euro. En effet, pour mener sa politique monétaire, la _____ a pour cible l'_____ de la zone euro. Pour les pays dont le taux d'_____ est supérieur au taux d'_____ de la zone euro, le taux d'intérêt _____ proposé par la BCE conduira à un _____ taux d'intérêt réel, voire un taux _____. Inversement, pour les pays dont le taux d'_____ est inférieur au taux d'_____

_____ de la zone euro, le taux d'intérêt _____ proposé par la BCE conduira à un _____ taux d'intérêt réel, qui reste généralement positif.

Fiche de révision 4.1 – Les mécanismes économiques et sociologiques fondamentaux – Correction :

Chapitre 1 :

Question 1. Comment le facteur travail contribue-t-il à la croissance économique ?

D'une part, l'augmentation de la quantité de travail permet la croissance extensive en augmentant la quantité de facteurs de production. En effet, si le nombre de travailleurs dans une unité de production augmente toutes choses égales par ailleurs, une entreprise peut produire plus. Par exemple, avec deux livreurs, une entreprise de pizzas peut doubler le nombre de pizzas qu'elle peut livrer.

D'autre part, l'amélioration de la qualité du travail permet la croissance intensive en augmentant le capital humain et en augmentant ainsi la productivité. En effet, si la qualité du travail augmente, cela signifie notamment que la qualification des salariés est plus importante. Par conséquent, en heure de travail, ils sont plus productifs, c'est-à-dire qu'ils sont capables de produire plus de richesse pour un coût inférieur. Par exemple, si les salariés d'une manufacture d'épingles se spécialisent chacun dans une tâche précise (division du travail selon Smith), alors la production totale de cette manufacture augmente.

Question 2. Expliquez la corrélation positive entre le taux d'investissement et le taux de croissance économique en volume.

L'investissement augmente en même temps qu'a lieu la croissance économique car l'investissement permet d'augmenter la production. En effet, lorsqu'une entreprise achète du capital fixe, elle augmente ses capacités de production et peut donc produire plus.

Question 3. Pourquoi l'accumulation de capital physique permet-elle d'obtenir de la croissance économique ?

L'accumulation de capital physique permet d'obtenir de la croissance économique extensive car elle permet d'augmenter les quantités de facteurs de production. En effet, lorsqu'une unité de production décide de réaliser un investissement de capacité (sans affecter ainsi la productivité du processus de production), elle peut compenser l'usure du capital ancien et, si l'investissement est suffisamment grand, augmenter ainsi la quantité de moyens de production durables disponibles. Par conséquent, elle peut augmenter les quantités produites et donc créer de la croissance économique. Par exemple, on constate en France que les périodes de forte augmentation de l'investissement correspondent aux périodes de forte augmentation de la production, comme ce fut le cas par exemple entre 1997 et 2000 ou entre 2003 et 2007.

Question 4. Pourquoi les gains de productivité sont-ils source de croissance économique ?

Les gains de productivité créent de la croissance économique car ils sont le signe d'une hausse de l'efficacité de la production. En effet, quand un agent économique est plus productif, et donc plus efficace, cela signifie qu'il peut produire plus pour un temps de travail identique ou inférieur et donc pour un coût identique ou inférieur. Par conséquent, s'il y a des gains de productivité, il y a plus de production, et donc de la croissance économique.

Question 5. Comment les innovations technologiques génèrent-elles des gains de productivité ?

Les innovations technologiques génèrent des gains de productivité en modifiant le processus de production. En effet, une innovation de procédé, en appliquant une invention pour modifier le capital fixe utilisé par l'entreprise pour produire, va permettre de produire plus pour un coût inférieur.

Question 6. Montrez que l'innovation peut agir à la fois sur l'offre et la demande de biens et de services.

L'innovation peut agir à la fois sur l'offre et la demande en générant des gains de productivité. En effet, si l'entreprise réalise des gains de productivité, elle peut d'une part, par définition, augmenter sa production et donc directement augmenter l'offre mais elle peut aussi augmenter ses profits et donc réaliser des investissements qui vont permettre d'augmenter indirectement l'offre de biens et services ; et elle peut d'autre part augmenter les salaires et réduire ses prix, ce qui va permettre d'augmenter la demande de biens et services.

Question 7. Pourquoi l'éducation est-elle favorable à la croissance économique ?

L'éducation est source de croissance économique car elle permet les gains de productivité. En effet, si un individu obtient un niveau de diplôme plus élevé, cela signifie qu'il a augmenté son capital humain. Par conséquent, il disposera de plus de savoir-faire qui lui permettront d'être plus efficace dans sa production. Cette augmentation de l'efficacité signifie qu'il y a des gains de productivité et donc que l'on peut produire plus pour un même coût. Il y a donc bien de la croissance économique.

Chapitre 2 :

Question 1. Pourquoi la croissance peut-elle être néfaste au développement durable ?

La croissance peut être défavorable au développement durable lorsqu'elle conduit à des externalités négatives sur l'environnement. En effet, les sources de la croissance moderne ont été l'accumulation de capital physique et le changement technologique. Ces techniques ont permis d'augmenter la production mais ont dans le même temps conduit à des effets négatifs sur l'environnement qui n'entraînaient pas de pertes financières pour leurs responsables. Par conséquent, le développement peut devenir non durable suite à la croissance économique qui détruit le capital naturel pourtant nécessaire au bien-être des générations futures.

Question 2. Montrez que le PIB ne permet pas de mesurer la soutenabilité de la croissance.

Le PIB ne permet pas de mesurer la soutenabilité de la croissance car il est aveugle (indifférent) à la dimension qualitative de la production. En effet, le Produit intérieur brut est l'agrégat de mesure de toutes les productions légales (marchandes et non marchandes) effectuées par les unités productives résidentes. D'une part, le PIB additionne toutes les productions, qu'elles soient bénéfiques ou nuisibles à l'environnement. Par conséquent, il ne tient pas compte du caractère soutenable de la production, c'est-à-dire si les activités humaines d'aujourd'hui ne remettent pas en cause celles des générations futures en termes de préservation des écosystèmes,

d'un degré acceptable d'inégalités et de la possibilité de continuer à produire suffisamment pour répondre aux besoins. Par exemple, la production agricole de légumes a la même VA dans le PIB qu'elle soit le fait d'une production intensive utilisant engrais, pesticides et fongicides ou dans un cadre Bio. D'autre part, le PIB ne retranche pas les nuisances (externalités négatives) occasionnées par la production de B&S. Par exemple, la production de papier d'une industrie papetière fait augmenter le PIB mais la pollution de l'eau, la destruction éventuelle de forêts occasionnées ne sont pas retranchées.

Question 3. Comment la taxation permet-elle d'agir sur la préservation de l'environnement ?

La taxation permet la préservation de l'environnement en modifiant les incitations. En effet, puisque la taxation désigne système de modification des prix qui s'applique automatiquement dès qu'un comportement (jugé « négatif » dans le cas des politiques environnementales) est réalisé par un agent économique, en mettant en place une taxation, on augmente le coût du comportement polluant (= relativement, on augmente les avantages du comportement non polluant). L'individu rationnel va alors être incité à adopter un comportement non polluant puisque le rapport coût/avantage du comportement non polluant est plus intéressant que le rapport coût/avantage du comportement polluant. Comme les individus changent de comportement, on augmente les chances de préserver l'environnement en réduisant la pollution. Par exemple, la mise en place d'une taxe carbone incite les individus à utiliser des productions qui émettent moins de GES et donc à préserver l'environnement.

Question 4. Expliquez le fonctionnement d'un marché des quotas d'émission.

Les pouvoirs publics peuvent fixer des quotas d'émissions de gaz à effet de serre (GES) à certains pollueurs, généralement des industries très polluantes (papetiers, cimentiers, électriciens...). Les quotas sont des quantités maximales fixées ex ante et distribués (gratuitement ou aux enchères) aux industries concernées proportionnellement à leur activité. Chaque quota correspond à une tonne d'émission de GES.

Si l'entreprise émet plus de GES que ses quotas, elle doit en acheter sur le marché. Si elle en émet moins, elle peut vendre ses quotas sur le marché. Ainsi, le prix du quota dépend des quantités offertes et demandées sur le marché. Si l'offre de quotas est supérieure à la demande, le prix du quota baisse, et inversement. Plus le prix du quota est élevé, plus l'incitation à moins émettre de GES en investissant dans des processus de production moins polluants est forte. Ceci est le cas parce que le coût du quota a de plus en plus de chances d'être supérieur au coût marginal de dépollution pour l'entreprise.

Par exemple : il existe un marché carbone dans l'UE. Si le prix du quota est faible, une industrie cimentière du Nord peut préférer continuer de polluer et acquérir des quotas sur le marché plutôt que d'investir dans son usine pour dépolluer car cela lui coûterait plus cher.

Question 5. Dans quelle mesure la réglementation permet-elle de lutter contre les émissions de gaz à effet de serre ?

Avec la réglementation, on interdit certains comportements sanctionnés par une amende. Grâce à elles, l'arbitrage économique des pollueurs change : le coût de produire sans polluer devient inférieur au coût de produire en polluant. Il y a donc une incitation à moins polluer.

Mais la réglementation ne fonctionne que sur les gros pollueurs. Elle ne s'applique en effet qu'aux entreprises qui dépassent la limite de pollution et pas à l'ensemble des entreprises polluantes. De plus, elle peut inciter les entreprises à tricher pour déclarer des émissions de pollution inférieures à la réalité.

Chapitre 3 :

Question 1. Quelles sont les différences entre les deux formes de solidarité sociale mises en évidence par Durkheim ?

Pour Durkheim, la solidarité désigne l'existence d'une cohésion sociale. Celle-ci peut prendre deux formes, la solidarité mécanique et la solidarité organique. Il y a d'abord entre les deux une différence dans le lien entre les individus : ce sont de mêmes normes et valeurs dans la SM (les individus cohabitent pacifiquement car ils se ressemblent), et la division du travail dans la SO (les individus cohabitent pacifiquement car ils ont besoin les uns des autres). Il y a ensuite une différence dans la taille de la société dans ces deux modèles : petite dans la SM, grande dans la SO. Ensuite, on observe une différence dans le comportement des individus : ils défendent le communautarisme dans la SM, et l'individualisme dans la SO. Enfin, la dernière différence s'observe dans le droit qui règne dans la société : c'est un droit répressif dans la SM puisque l'on tolère peu les différences de normes et de valeurs, et un droit restitutif dans la SO.

Question 2. Quels sont les signes d'une montée de l'individualisme dans la société française ?

La montée de l'individualisme, synonyme d'une transformation particulière des normes et des valeurs des individus avec un rejet croissant des institutions classiques, s'observe de différentes manières. Dans la sphère privée, l'individualisme s'observe avec le desserrement des liens entre les différents membres de la famille et la plus grande recherche de liberté de chacun. Dans la sphère du travail, il s'observe avec le moindre attachement des salariés au collectif de travail et par la défense de leurs intérêts personnels plutôt que des intérêts collectifs. Enfin, dans la sphère publique, il s'observe avec le désintérêt pour les affaires publiques, comme le montre l'abstentionnisme, et le repli sur les affaires privées.

Question 3. Montrez que, dans les sociétés individualistes, la solidarité ne faiblit pas.

Une société individualiste n'est pas une société sans solidarité, notamment au sens de Durkheim. En effet, la solidarité signifie moins en sociologie l'entraide que la cohésion sociale, c'est-à-dire la situation dans laquelle les individus partagent et acceptent les mêmes modes de vie en collectivité. Par conséquent, une société individualiste est une société où chacun cherche son propre intérêt, mais a dans le même temps besoin des autres, puisque les sociétés individualistes sont aussi celles où la division du travail est importante. C'est ce que Durkheim résume sous le nom de solidarité organique. Par exemple, la France est bien une société individualiste sans pour autant que la cohésion sociale soit remise en question aujourd'hui (le niveau de sécurité en France est à un de ses plus bas historiques).

Question 4. En quoi l'évolution récente de la famille entraîne-t-elle un relâchement du lien social ?

L'évolution récente de la famille conduit à un relâchement du lien social car les individus ne sont désormais pas tous socialisés de la

même manière. En effet, avec le recul des mariages, la montée des divorces, et l'augmentation des familles monoparentales et recomposées, il y a désormais moins d'enfants qui sont socialisés tout au long de leur jeunesse par les mêmes deux parents. Les différents individus composant la société française apprennent donc des normes et des valeurs différentes selon leur propre situation familiale, ce qui réduit leurs points communs et donc réduit la cohésion sociale.

Question 5. En quoi le travail permet-il l'apprentissage de la vie sociale et la constitution des identités ?

Le travail permet l'apprentissage de la vie sociale et la constitution des identités car il joue un rôle important dans la socialisation secondaire des individus. En effet, par le travail, les individus apprennent différentes normes et valeurs permettant l'intégration sociale : ils apprennent des règles de comportement permettant la vie en collectivité, et se voient assignés différents rôles sociaux qui vont donc définir leur identité, pour eux-mêmes et pour leurs collègues.

Chapitre 4 :

Question 1. Quels sont les signes du déclin de la classe ouvrière ?

On constate un déclin de la classe ouvrière en tant que classe en soi et que classe pour soi. En effet, avec la tertiarisation de l'économie et la moyennisation sociale, synonyme de baisse des inégalités, les ouvriers sont désormais moins nombreux dans la société française et ont un niveau et un mode de vie plus proche de celui des classes moyennes que par le passé. Dans le même temps, la conscience de classe ouvrière s'est réduite, comme en atteste le déclin des conflits traditionnels du travail (la grève notamment) et du syndicalisme.

Question 2. Expliquez pourquoi le développement de l'individualisme a pu nuire à l'engagement syndical.

Le développement de l'individualisme a pu nuire à l'engagement syndical car les nouvelles normes et valeurs propres à l'individualisme font que les individus adoptent de nouveaux comportements. En effet, lorsqu'un individu est surtout attaché à sa liberté et à son intérêt personnel, il aura plus de chances de préférer « fuir » une situation frustrante plutôt que de « prendre la parole » (selon la typologie de Hirschman), et ce d'autant plus que cette prise de parole est dans un cadre institutionnel fort avec le syndicat ; et il aura également plus de chances de se comporter en « passager clandestin » (selon Olson) pour profiter des bénéfices de la mobilisation sans avoir à en payer le « coût » (en temps et en argent).

Question 3. Comment la montée de l'individualisme peut-elle expliquer les évolutions des conflits du travail ?

La montée de l'individualisme peut expliquer les évolutions des conflits du travail parce que les nouvelles normes et valeurs propres à l'individualisme font que les individus adoptent de nouveaux comportements. D'un côté, lorsqu'un individu est surtout attaché à sa liberté et à son intérêt personnel, il a moins de chances de participer à des mouvements sociaux « coûteux » et qui demandent une forte organisation collective, comme des grèves longues. D'un autre côté, il a plus de chances de participer à des mouvements sociaux peu « coûteux » et qui permettent malgré tout d'agir en faveur de son intérêt, comme des grèves courtes ou perlées.

Question 4. Quels sont les domaines d'action des « nouveaux » mouvements sociaux ?

Contrairement aux conflits « anciens » liés au monde du travail et aux luttes sur la répartition des richesses, les « nouveaux » mouvements sociaux ont pour domaine principal la vie privée et publique, avec des luttes centrées sur la recherche de l'autonomie et de la liberté individuelle, et sur la défense des identités (différentes des identités de classe).

Question 5. Expliquez la phrase suivante : « Alors que la société industrielle était bâtie autour du conflit industriel et de l'organisation du travail, la société postindustrielle est construite sur un conflit portant sur les fins de la production et la culture ».

Le passage d'une société industrielle à une société postindustrielle s'est traduite par un changement dans le conflit social central. En effet, selon Touraine, les individus dans la société industrielle (1880-1960) avaient pour préoccupation première d'être capables de produire plus pour « vivre bien ». Par conséquent, les conflits portaient essentiellement sur la manière de produire et la manière de répartir les richesses produites. Dans une société postindustrielle (depuis 1960), où suffisamment de richesses sont produites, la préoccupation principale devient désormais d'être capable de « mieux vivre ». Par conséquent, les conflits portent essentiellement sur la qualité de ce qui est produit (les « fins » de la production) et sur l'usage du temps libre et de la liberté.

Question 6. Démontrez par deux arguments que les conflits sociaux peuvent être considérés comme un facteur de cohésion sociale.

Les conflits sociaux sont des regroupements d'individus pendant lesquels deux groupes s'opposent par le biais de mouvements sociaux sur une question de société.

D'une part, les conflits sociaux permettent la cohésion sociale par leur rôle socialisateur. En effet, les individus qui luttent ensemble se socialisent les uns les autres, c'est-à-dire qu'ils apprennent des normes et des valeurs communes. Par conséquent, ils forment un groupe social intégré et donc qui est caractérisé par de la cohésion sociale (solidarité mécanique dirait Durkheim). C'est le cas par exemple des Femmes qui développent des normes et des valeurs communes sur la place de la femme en société et l'usage du corps en politique.

D'autre part, les conflits sociaux permettent la cohésion sociale par leur rôle de régulateur social. En effet, les conflits sociaux conduisent à ouvrir des négociations entre les parties. Par le dialogue, des échanges de normes et de valeurs se font entre les groupes sociaux, ce qui rend possible un accord entre les groupes en opposition. Par conséquent, une cohésion sociale devient possible grâce au conflit préalable. Par exemple, le fait de faire grève force salariés et employeurs à se mettre autour de la table pour se mettre d'accord sur le fonctionnement normal de l'entreprise.

Chapitre 5 :

Question 1. Existe-t-il un lien entre l'insertion dans le commerce international et la croissance économique ? Justifiez votre réponse.

On constate une corrélation positive entre l'augmentation de la production et l'insertion d'un pays dans le commerce international. En effet, comme l'expliquent Smith et Ricardo, un pays qui commence à faire du commerce international a intérêt à se spécialiser, ce qui lui permet d'obtenir des gains de productivité, et donc d'être capable de produire plus pour un coût inférieur, ce qui est d'autant plus nécessaire que la demande totale adressée au pays a augmenté avec l'ouverture.

Question 2. Les importations sont-elles nécessairement destructrices d'emplois ?

Les importations peuvent détruire des emplois mais non nécessairement. En effet, d'un côté, si un pays importe certains produits, il pourra réduire sa production locale de ces produits, ce qui détruira donc des emplois. D'un autre côté, les importations peuvent permettre aux entreprises de réduire le coût de leurs achats en capital circulant et en capital fixe, et donc réduire leurs coûts de production. La baisse des prix qui peut en découler peut les conduire à augmenter leur production et donc à créer des emplois.

Question 3. Quels sont les avantages du commerce international pour les producteurs ?

Par le commerce international, les producteurs peuvent gagner en compétitivité-prix et hors-prix. En effet, en échangeant des marchandises avec les autres pays dans le monde, une entreprise nationale peut cesser de produire certains biens et services pour se spécialiser dans ceux pour lesquels il propose le meilleur rapport qualité-prix (avantages absolus) ou dans ceux où il est relativement le moins mauvais (avantages comparatifs). En se spécialisant, elle peut améliorer la qualité de ses produits, ce qui constitue de la compétitivité hors-prix ; elle réalise également des gains de productivité, ce qui augmente sa compétitivité-prix. Celle-ci augmente également parce que les entreprises achètent désormais à l'étranger des produits à un meilleur rapport qualité-prix. En baissant ses coûts de production, elle peut donc renforcer sa compétitivité-prix.

Question 4. Comment les dotations factorielles influencent-elles les choix de spécialisation des pays ?

Selon la quantité et la qualité des facteurs de production détenus par un pays, sa spécialisation va être différente car ses avantages absolus et comparatifs seront différents. En effet, pour un pays, lorsqu'un facteur de production est en abondance, il est relativement peu coûteux. Par conséquent, cela signifie que le pays dispose au moins d'un avantage comparatif (comme le dit Ricardo) pour toutes les productions nécessitant de ce facteur de production puisqu'elle peut produire avec un meilleur rapport qualité/prix dans ces domaines que dans d'autres. Et comme un pays a intérêt à utiliser au mieux ses facteurs de production, il va se spécialiser là où il dispose d'un avantage comparatif. C'est ainsi que la Chine se spécialise dans les productions nécessitant beaucoup de travail peu qualifié qui se trouve en abondance dans le pays.

Question 5. Pour quelle raison peut-on décider de faire du protectionnisme lorsque le pays est peu développé ?

Il est dans l'intérêt pour un pays peu développé de limiter les importations afin de protéger les industries naissantes. En effet, une industrie naissante ne dispose pas de la meilleure technique de production possible et est donc concurrencée facilement par les industries étrangères déjà implantées. L'ouverture au commerce international empêcherait le nouveau secteur de se développer puisqu'il n'arriverait pas à vendre. Il faut donc limiter temporairement l'exposition du nouveau secteur au commerce international afin de permettre la maturation du secteur. C'est ce qu'on appelle le « protectionnisme éducateur » (selon List).

Question 6. Pourquoi peut-on dire que la plupart des pays en voie de développement sont marginalisés dans la nouvelle division internationale du travail ?

La plupart des pays en voie de développement sont marginalisés dans la nouvelle DIT car ils ont fait un « mauvais choix » de spécialisation. En effet, nombre de ces pays se sont spécialisés dans des produits à faible valeur ajoutée, et donc à faible prix, ce qui se traduit pour eux par des termes de l'échange désavantageux (selon Amin) : leur spécialisation dans ces produits, même si elle leur permet d'exporter beaucoup, ne leur permet pas d'obtenir beaucoup de liquidités pour commercer avec l'étranger à leur avantage.

Chapitre 6 :

Question 1. Distinguez la compétitivité-prix de la compétitivité hors-prix.

Il existe deux types de compétitivité, c'est-à-dire de capacité à produire et vendre plus. La compétitivité-prix renvoie à la capacité de produire et vendre plus suite à la baisse des coûts de production et ainsi des prix à la vente. Assez logiquement, une baisse des prix à qualité identique signifie une hausse de la demande, donc des ventes et de la production. La compétitivité hors-prix renvoie à la capacité de produire et vendre plus suite à la diversification des produits et à la hausse de leur qualité. Assez logiquement, une augmentation de la qualité des produits à prix identique signifie une hausse de la demande, donc des ventes et de la production.

Question 2. Montrez que la recherche de la compétitivité-prix n'est pas la seule motivation des firmes transnationales.

Les FMN recherchent de la compétitivité-prix mais également de la compétitivité hors-prix. En effet, les FMN ne recherchent pas seulement le coût du travail le plus bas et un fort niveau de qualification de ses employés (pour obtenir baisse des coûts de production et gains de productivité) lorsqu'elles décident de la localisation de leurs IDE, mais également un environnement macroéconomique stable et à fort potentiel de consommation (pour obtenir une demande stable et diversifiée).

Question 3. Expliquez ce qu'est la décomposition internationale des processus de production.

La DIPP signifie que les différentes étapes d'un processus de production sont réparties dans différents pays sous l'action d'une FMN qui tire avantage des caractéristiques de ses différents établissements et de ses différents contrats. Il s'agit en effet pour une FMN d'implanter chaque partie de sa production dans un pays lui permettant d'obtenir le plus de compétitivité-prix ou de compétitivité hors-prix. C'est par exemple pour cette raison que la fabrication des coques plastiques des téléphones portables a lieu dans les pays en voie de développement tandis que la fabrication des programmes informatiques a lieu dans les pays développés.

Question 4. Quels sont les effets des IDE sur le pays d'accueil des IDE ?

Les IDE ont des effets à la fois positifs et négatifs sur leur pays d'accueil. D'un côté, lorsqu'une FMN réalise un investissement à l'étranger et décide d'y implanter un établissement, le pays bénéficie alors de création d'emplois, mais également de transferts de

technologie. De ces deux façons, les IDE contribuent à la croissance économique du pays d'accueil. Mais, d'un autre côté, rien n'assure que la richesse produite bénéficie au pays : elle peut aussi bien servir à rémunérer les propriétaires de l'entreprise se trouvant dans un autre pays qu'à ne rémunérer qu'une faible partie de la population, ce qui accroît les inégalités intrapays. De plus, le gouvernement local peut subir des pressions de la part des FMN pour réduire la fiscalité ou la protection sociale des salariés.

Question 5. Quels sont les effets principaux d'une appréciation de la monnaie nationale sur les entreprises ?

L'augmentation de la valeur de la monnaie nationale a des effets négatifs et positifs sur les entreprises. D'un côté, une monnaie forte augmente le prix des exportations, ce qui réduit la compétitivité-prix des entreprises et donc leur capacité à exporter, et elle réduit le prix des importations, ce qui augmente pour les entreprises nationales la concurrence étrangère. Mais, d'un autre côté, la baisse du prix des importations permet aux entreprises nationales de réduire leurs coûts de production, et donc de pouvoir baisser les prix nationaux et les prix à l'exportation et regagner ainsi de la compétitivité-prix. De plus, la concurrence étrangère constitue une incitation pour les entreprises nationales à continuer d'innover, ce qui est bénéfique pour la compétitivité hors-prix des entreprises nationales.

Chapitre 7 :

Question 1. Comment expliquer avec les théories de la mobilité la forte diminution de la catégorie des ouvriers dans la population active ?

La diminution de la part des ouvriers dans la population active est due aux mobilités structurelle et nette. D'une part, la tertiarisation de l'économie a imposé aux fils d'ouvriers d'accéder à une autre PCS que celui de leurs pères (mobilité structurelle). D'autre part, la démocratisation de l'école a rendu possible aux fils d'ouvriers d'obtenir un niveau de diplôme supérieur à celui de leurs pères et à changer de PCS (mobilité nette).

Question 2. Montrez qu'une partie de la mobilité sociale peut s'expliquer par l'évolution de la structure socioprofessionnelle

La mobilité sociale est le changement de position sociale des individus au cours de leur carrière (mobilité intragénérationnelle) ou par rapport à leurs parents (mobilité intergénérationnelle). Une partie de la mobilité sociale observée dans les tables de mobilité peut s'expliquer par le degré de fluidité sociale ou de mobilité nette, c'est-à-dire la capacité d'une société à offrir à tous les mêmes chances d'accéder à n'importe quelle position quelle que soit son origine sociale. Mais la mobilité provient aussi de l'évolution de la structure socioprofessionnelle, c'est-à-dire de l'évolution de la répartition des effectifs de la population active dans l'emploi qu'on appelle mobilité structurelle. En effet, les transformations de l'appareil productif et les évolutions démographiques et sociales induisent une mobilité contraignante. Par exemple, la proportion d'agriculteurs est passée de 16 % de la population active dans la génération des pères à 4 % dans la génération des fils. De très nombreux fils d'agriculteurs ont dû inévitablement avoir pour destinée une autre profession qu'agriculteur. Inversement, si la proportion de cadres est bien plus élevée dans la génération des enfants que dans celle des parents, un certain nombre de cadres devront être recrutés à l'extérieur du groupe des enfants de cadres, même si la fluidité sociale est totalement absente. L'évolution de la structure socioprofessionnelle est donc à l'origine d'une partie de la mobilité sociale.

Question 3. Comment expliquer l'influence du diplôme des parents sur la réussite scolaire des enfants ?

Le diplôme des parents influence la réussite scolaire car le capital culturel (que représentent les diplômes) des parents se transmet aux enfants et leur permet de réussir à l'école. En effet, selon Bourdieu, un fort niveau de capital culturel permet aux enfants qui en sont dotés d'avoir une culture ainsi que des manières de parler valorisées à l'école. La grande proximité entre la socialisation familiale et la socialisation scolaire leur permet donc de réussir scolairement.

De plus, selon le diplôme des parents, l'appréciation par un enfant des gains aux études n'est pas le même selon Boudon. En effet, plus les parents d'un élève ont un niveau de diplôme élevé, plus il a intérêt à faire des études longues pour espérer avoir un niveau de vie équivalent à celui de ses parents. Par exemple, tandis qu'un enfant de cadres a besoin de réussir scolairement et d'avoir un niveau d'études au moins égal à baccalauréat +3 pour espérer fortement obtenir une même position que ses parents, un enfant d'ouvriers peut se contenter d'un niveau d'études plus faible.

Question 4. Pourquoi, à diplôme égal, l'accès aux professions supérieures ou intermédiaires dépend-il de l'origine sociale ?

L'origine sociale influence – à diplôme égal – l'accès aux professions supérieures ou intermédiaires en raison de la concurrence sur le marché du travail. En effet, lorsque l'offre de travail qualifié est supérieure à la demande de travail qualifié, les employeurs décident de faire intervenir un critère supplémentaire au diplôme pour choisir le candidat qu'ils embauchent. Ils pourront alors choisir leur candidat en fonction de son niveau de capital social (ce qu'on appelle communément le « piston ») ou de son niveau de capital culturel (ses manières de parler par exemple) souvent hérités de la famille.

Question 5. Expliquez le paradoxe d'Anderson.

Dans le Paradoxe d'Anderson, il est indiqué que l'obtention d'un niveau de diplôme supérieur à celui de ses parents ne garantit pas une position sociale supérieure à celle de ses parents. Ceci s'explique par l'écart qui existe entre l'élévation des niveaux de diplôme dans la société française et l'élévation moins importante des emplois les plus valorisés. Depuis 1962, on constate que l'offre de travail qualifié augmente plus que la demande de travail qualifié tandis que l'offre de travail peu qualifié diminue plus que la demande de travail peu qualifié. Par conséquent, sur le marché du travail, les individus qualifiés obtiennent des emplois peu qualifiés et donc peu valorisés.

Chapitre 8 :

Question 1. Comment peut-on caractériser le processus de moyennisation de la société française ?

Le processus de moyennisation défini par Mendras renvoie aux phénomènes d'uniformisation des modes de vie, d'uniformisation des attitudes, et de transformation de la structure de la population active. En effet, par la moyennisation, les modes de vie deviennent de plus en plus semblables au sein de la population, tout comme les attitudes, et les métiers du tertiaire deviennent de plus en plus fréquents au détriment des métiers des secteurs agricole et industriel.

Question 2. Comparez les théories de la stratification sociale de Marx et de Weber.

Les théories de Marx et de Weber ont des points communs et des différences. Tous deux étudient en effet la stratification sociale, c'est-à-dire la structuration de la société en différents groupes sociaux hiérarchisés entre eux. Tous deux parlent également de classes sociales dont les individus sont caractérisés par une même place dans le processus de production et un même niveau de richesse. Cependant, tandis que Marx considère que la sphère économique est prépondérante sur l'ensemble des activités sociales, Weber pense que la sphère économique est en parallèle de la sphère sociale (où les groupes de statut disposent d'un certain prestige) et de la sphère politique (où les partis disposent d'un certain pouvoir). De plus, tandis que Marx pense que la société est profondément inégalitaire et conflictuelle, avec une tendance à la polarisation, Weber pense qu'elle est plus pacifique, et tend vers la moyennisation.

Question 3. Quelles relations existent entre les inégalités de revenu et les inégalités de patrimoine ?

Les inégalités de revenu augmentent les inégalités de patrimoine et, inversement, les inégalités de patrimoine augmentent les inégalités de revenu. En effet, les personnes disposant de hauts revenus ont une forte capacité à épargner, ce qui augmente leur patrimoine. En retour, un niveau élevé de patrimoine assure de hauts revenus du capital. Les inégalités entre les plus dotés et les moins dotés ont donc tendance à augmenter.

Question 4. Pourquoi peut-on dire que les inégalités économiques et sociales sont cumulatives ?

Les inégalités économiques et sociales sont cumulatives car les inégalités de revenu et de patrimoine ont des effets sociaux, et inversement. En effet, lorsqu'un groupe d'individus dispose d'un désavantage dans l'accès à un fort niveau de revenu, il devient alors difficile pour ce groupe de financer pleinement une couverture maladie, ce qui réduit donc l'espérance de vie, ou d'obtenir un logement dans un quartier favorisé et de son école, ce qui réduit donc les chances de réussite scolaire de leurs enfants. Par la suite, les enfants défavorisés scolairement risquent d'obtenir des emplois en moyenne moins rémunérés, ce qui fait que l'inégalité sociale qu'ils ont subie se transforme en inégalité économique.

Question 5. Dans quelle mesure les travailleurs non qualifiés constituent-ils une classe sociale ?

Au sens de Marx, les travailleurs non qualifiés constituent une classe en soi sans être une classe pour soi. En effet, les travailleurs non qualifiés partagent la même position dominée dans le processus de production mais ne disposent pas d'une conscience de classe qui leur permet de se mobiliser aisément pour défendre leurs intérêts.

Chapitre 9 :

Question 1. Expliquez en quoi, pour les chefs d'entreprise, la demande est le déterminant principal des investissements ? (utile pour le cycle Juglar, Kitchin, les chocs et le cercle vicieux de la dépression).

La demande est le déterminant principal des investissements pour les chefs d'entreprise car c'est la perspective de vendre plus qui les incite à produire plus. En effet, selon Keynes, ce n'est pas parce que le coût du capital fixe est faible que les entreprises vont en acheter mais d'abord et surtout quand ils ont besoin d'augmenter la production en réponse à une hausse de la demande de biens et services.

Question 2. Comment la politique budgétaire peut-elle favoriser l'investissement des entreprises privées (et donc la croissance économique) ?

La politique budgétaire peut favoriser l'investissement des entreprises privées en agissant sur les ménages et les entreprises par une politique de relance. D'un côté, elle peut réduire les prélèvements obligatoires ou augmenter les revenus de transfert des ménages, ce qui stimule la demande. D'un autre côté, elle peut accorder des subventions aux entreprises, ce qui stimule la rentabilité économique. Enfin, elle peut créer un effet multiplicateur (Keynes) par l'investissement public permettant la hausse des salaires et donc de la demande.

Question 3. Comment la politique monétaire peut-elle favoriser la croissance économique ?

La politique monétaire permet l'augmentation de la production en réduisant le taux d'intérêt légal. En effet, lorsque la Banque Centrale réduit le coût du service de prêt aux banques commerciales, celles-ci peuvent plus facilement prêter à leurs clients sans risque de devenir insolvable. Il y aura donc plus de crédits accordés aux ménages et aux entreprises, qui pourront respectivement consommer et investir plus. Par conséquent, il y aura une hausse de la production (mais un risque d'inflation).

Chapitre 10 :

Question 1. Pourquoi le salaire minimum peut-il bloquer l'embauche des salariés les moins qualifiés ?

Le salaire minimum peut bloquer des salariés les moins qualifiés en décourageant la demande de travail et en créant donc du chômage classique. En effet, un employeur décide d'embaucher si la productivité du salarié est supérieure à ce qu'il coûte. Dans le cas des peu qualifiés, le salaire minimum peut être supérieur à leur productivité, ce qui désincite les employeurs à embaucher. Le salaire minimum est ici un plancher qui empêche l'ajustement des salaires à la baisse et donc la réduction du chômage classique.

Question 2. Pourquoi ne peut-on pas dire qu'il existe une seule offre de travail sur le marché et donc qu'il n'existe pas un seul marché du travail ?

Il n'existe pas une seule offre de travail car on assiste moins à un marché du travail unique qu'à une segmentation du marché du

travail. En effet, sur le marché du travail, il existe différents ensembles de salariés potentiels, aux caractéristiques différentes. Les plus qualifiés sont en moyenne ceux que l'on retrouve dans les emplois les mieux rémunérés et les plus protégés (par le CDI notamment). Les peu qualifiés sont en moyenne ceux que l'on retrouve dans les emplois les moins rémunérés et qui sont le plus concernés par les formes particulières d'emploi (CDD, intérim, temps partiel).

Question 3. Quand existe-t-il du chômage « involontaire » ?

Il existe du chômage « involontaire » lorsque la demande de biens et services est faible. En effet, le coût du travail n'est pas le seul déterminant dans le choix des entrepreneurs d'embaucher. Même si le coût du travail est faible, et même si les salariés acceptent un faible salaire, les entreprises n'embauchent pas si elles pensent que la production supplémentaire apportée par le salarié ne sera pas vendue. Par conséquent, dès que la demande de biens et services est faible, les entreprises refusent d'embaucher et il y a donc bien du chômage « involontaire ».

Question 4. Expliquez l'existence et les effets du salaire d'efficiency sur le marché du travail.

Le salaire d'efficiency signifie qu'un employeur paie un salarié au-dessus de sa productivité, ce qui ne correspond pas au cas standard dans l'analyse néoclassique.

Mettre en place un tel salaire découle des asymétries d'information sur le marché du travail. Comme l'employeur ne connaît pas la productivité passée de son salarié (sélection adverse) et ses efforts futurs (aléa moral), l'employeur fixe un tel salaire d'efficiency pour augmenter ses chances d'obtenir un salarié correspondant à ses attentes.

En mettant en place un tel salaire, les employeurs augmentent leurs chances de réduire leur turnover (les salariés restent dans l'entreprise même si les conditions de travail sont difficiles), d'avoir des salariés qualifiés qui postulent pour le poste (auto-sélection), d'enclencher une logique de don-contredon (les salariés font des efforts pour remercier leur employeur) et d'instituer une menace crédible pour les salariés peu productifs (comme l'entreprise embauche moins puisqu'elle paie ses salariés à un salaire plus élevé, la menace de licenciement devient plus crédible pour les salariés qui font peu d'efforts).

Question 5. Pourquoi est-il utile d'allier des politiques de flexibilité et des politiques de formation pour réduire le chômage structurel ?

Les politiques de flexibilité alliées aux politiques de formation permettent de réduire le chômage structurel en combinant leurs avantages respectifs. En effet, il existe du chômage structurel lorsqu'il existe un temps long sur le marché du travail pour qu'il y ait un appariement entre les offreurs et les demandeurs de travail. Par les politiques de flexibilité, comme le développement des formes particulières d'emploi, on peut raccourcir ce temps de recherche et donc réduire le chômage structurel. Mais cela peut être néfaste aux salariés, qui peuvent devenir moins productifs, car moins spécialisés et donc plus soumis au risque de chômage classique. Pour éviter cet effet, on peut aller développer les formations, et donc l'accumulation de capital humain, qui favorise la polyvalence et la productivité des salariés et donc évite le risque de chômage classique.

Chapitre 11 :

Question 1. Distinguez logique d'assurance et logique d'assistance en matière de protection sociale.. (3 points)

L'assurance et l'assistance sont deux formes de la protection sociale. La protection sociale est un système de solidarité permettant à un individu de faire face à la survenue de risques sociaux. La protection sociale est obligatoire, solidaire et collective. Elle fait de la France un Etat-Providence. Quelles sont les différences entre l'assurance et l'assistance ?

L'assurance et l'assistance répondent à deux modes de financement différents. Dans la logique d'assurance, les individus versent des cotisations sociales prélevées sur les revenus du travail sans condition de ressources, et perçoivent en retour des prestations sociales en cas de réalisation d'un risque social. Il faut donc cotiser pour être assuré, ce qui correspond généralement aux individus en emploi. Les cotisations sociales représentent 65 % des ressources de la protection sociale. Dans la logique d'assistance, les individus paient des impôts et des taxes lorsqu'ils ont le revenu suffisant, donc sous condition de ressources. Les prestations sociales ne sont pas contributives puisqu'il ne faut pas forcément cotiser pour les recevoir. Les impôts et les taxes représentent 35 % des ressources de la protection sociale.

Par conséquent, l'assurance et l'assistance ne suivent pas la même logique. L'assurance répond à une logique de redistribution horizontale tandis que l'assistance répond à une logique de redistribution verticale. La logique horizontale (assurance) ne contribue pas à diminuer les inégalités puisque la redistribution s'effectue proportionnellement aux cotisations versées et va de ceux qui ne subissent pas les risques sociaux à ceux qui les subissent (comme des non-malades vers les malades). En revanche, la logique verticale (assistance) contribue à réduire les inégalités car la redistribution s'effectue des plus riches vers les plus pauvres.

De fait, l'assurance et l'assistance ne protègent pas contre les mêmes risques sociaux. L'assurance permet de se protéger contre les risques de chômage, maladie, famille et de vieillesse par la distribution d'allocations (santé, familiales, chômage) ou de pensions retraite. L'assistance, quant à elle, couvre les risques de pauvreté, d'exclusion et des difficultés de logement grâce aux minima sociaux tels que le RSA ou la CMU.

Question 2. En quoi les évolutions de la protection sociale au cours des années quatre-vingt-dix éloignent-elles celle-ci d'une logique d'assurance ?

Les évolutions de la protection sociale l'éloignent d'une logique d'assurance car elles tendent à construire une protection sociale fondée sur la logique d'assistance. En effet, le système de protection sociale tend à abandonner ses caractéristiques bismarckiennes au profit de caractéristiques beveridgiennes : le financement se fait moins par les cotisations sociales payées par les personnes en emploi et plus par les impôts payés par l'ensemble des citoyens, et les prestations sociales sont moins des allocations sociales versées à ceux qui ont cotisé et plus des minima sociaux versés aux plus démunis.

Question 3. Quel effet ont les prestations sociales sur la pauvreté (et donc les inégalités) ? (croisé avec chapitre 3)

Les politiques de transfert de revenus ont pour effet de baisser la pauvreté de deux manières différentes. D'une part, en versant des allocations sociales et des minima sociaux, les pouvoirs publics permettent d'augmenter le revenu disponible des ménages les plus défavorisés, ce qui réduit leur risque de pauvreté. D'autre part, les minima sociaux ont pour effet spécifique d'augmenter le revenu disponible des plus défavorisés parmi les défavorisés, c'est-à-dire ceux qui n'ont jamais eu la chance d'avoir un emploi et de cotiser.

Question 4. Montrez en quoi la solidarité nationale permet de limiter le risque d'exclusion des personnes victimes du chômage. (croisé avec chapitre 10)

La solidarité nationale permet de limiter le risque d'exclusion des personnes victimes du chômage en brisant le cercle vicieux causé par la perte d'emploi. En effet, selon Paugam et Castel, lorsqu'un individu perd son emploi, il perd dans le même temps une source de revenus et la sociabilité qu'il avait avec ses collègues de travail. A ce titre, il risque de ne plus pouvoir maintenir les liens sociaux avec ses proches, et risque donc de subir un processus d'exclusion. Afin d'éviter qu'un tel processus ne se déclenche, les pouvoirs publics peuvent au moins assurer un revenu de substitution au salaire, sous forme d'allocations sociales ou de minima sociaux. Ainsi, le chômeur peut continuer à avoir une vie sociale jugée « normale » par ses proches, et ne pas tomber dans l'exclusion.

Question 5. Quels sont les effets de la discrimination positive sur l'égalité ?

La discrimination positive conduit par définition à réduire l'égalité des droits pour augmenter l'égalité des chances. En effet, une discrimination est une situation dans laquelle un individu est exclu d'un domaine en raison d'une caractéristique qui n'a aucun rapport objectif avec ce domaine (comme une femme moins payée qu'un homme à travail et compétences égaux). La discrimination positive consiste alors à inverser cette tendance sociale en donnant des avantages légaux aux individus discriminés pour rétablir l'égalité des chances. L'exemple le plus classique est la convention Sciences Po qui permet une autre voie d'accès aux IEP pour les élèves issus d'établissements scolaires en ZEP, ce qui constitue une inégalité de droit pour créer de l'égalité des chances.

Chapitre 12 :

Question 1. Quels sont les avantages de l'euro pour les entreprises ?

La zone euro permet aux entreprises de gagner en compétitivité-prix de deux manières différentes. D'une part, en instaurant une monnaie unique, la zone euro permet aux entreprises de ne plus avoir à changer leur monnaie, ce qui réduit le coût du change. D'autre part, par la monnaie unique, il est possible pour les entreprises de comparer plus facilement les prix de leurs capitaux circulants et de leurs achats en capital fixe, ce qui leur permet de réduire leurs dépenses. Dans les deux cas, les entreprises peuvent donc réduire leurs coûts de production, ce qui est source de compétitivité-prix.

Question 2. Pour quelles raisons la lutte contre les déficits est-elle devenue une nécessité pour les pays de la zone euro ?

La lutte contre les déficits publics dans l'Union Européenne est une conséquence des désavantages d'une Union Economique et Monétaire. D'une part, comme tous les pays de la zone euro partagent la même politique monétaire, il est important qu'aucun pays n'entrave sa bonne marche aux dépens des autres pays. Réduire l'influence de la politique budgétaire, en luttant notamment contre les déficits publics, permet d'éviter que les politiques budgétaires nationales fassent trop augmenter l'inflation et empêchent donc la politique monétaire commune de faire effet. D'autre part, comme tous les pays de la zone euro partagent la même monnaie, la lutte contre les déficits publics est une solution préventive contre les risques de faillite d'un pays. Comme la faillite d'un pays mettrait en danger les autres pays de la zone euro, par contagion des dettes, on préfère éviter cette faillite en réduisant les déficits publics le plus tôt possible.

Question 3. Quels peuvent être, pour la croissance économique, les risques liés à une hausse des prélèvements ? (lien aux politiques de rigueur en Europe)

Une hausse des prélèvements risque de réduire la croissance économique de deux manières différentes. D'une part, en augmentant les impôts prélevés sur les ménages, les pouvoirs publics risquent de réduire la consommation totale dans le pays. D'une part, en augmentant les impôts prélevés sur les entreprises, les pouvoirs publics risquent de réduire l'investissement total dans le pays. Par conséquent, la baisse de la demande concomitante à celle des capacités de production peut conduire les entreprises à réduire leur production, et donc bien à mettre en danger la croissance économique du pays.

Question 4. Pourquoi la politique monétaire européenne conduit-elle à des taux d'intérêts réels différents entre pays de la zone euro ?

La politique monétaire européenne conduit à des taux d'intérêts réels différents entre pays de la zone euro car elle ne tient pas compte des différences de taux d'inflation entre les pays de la zone euro. En effet, pour mener sa politique monétaire, la BCE a pour cible l'inflation moyenne de la zone euro. Pour les pays dont le taux d'inflation est supérieur au taux d'inflation moyen de la zone euro, le taux d'intérêt nominal proposé par la BCE conduira à un faible taux d'intérêt réel, voire un taux négatif. Inversement, pour les pays dont le taux d'inflation est inférieur au taux d'inflation moyen de la zone euro, le taux d'intérêt nominal proposé par la BCE conduira à un fort taux d'intérêt réel, qui reste généralement positif.